PROCES VERBAL de DEPOT des ACTES de SOCIETES

Greffe du Tribunal de commerce de Bar Le Duc
1 Rue François de Guise - 55000 - Bar Le Duc
Téléphone : 0329790939

Numéro du DEPOT : 96.0660
Date du DEPOT : 25 Novembre 1996

Ce dépôt concerne la société :

PERARD
8 RUE DU CARREFOUR
55120 - LAVOYE

Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée
R.C.S. : Bar Le Duc B 409936309
N° de gestion : 96 B 122

Nous Greffier du Tribunal de Commerce de Bar Le Duc avons déposé à la date ci-dessus, au rang de nos minutes

Acte(s) déposé(s) :

Acte SSP en date du 24 Octobre 1996
P.V. d'assemblée du 24 Octobre 1996
Acte de Location-gérance.

Objet du dépôt :

Formation de la société

à Bar Le Duc le 5 Décembre 1996
Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BAR-LE-DUC

Coût insertion Bodac :	
Emoluments :	39,00
I.N.P.I. :	38,00
Frais de poste :	0,00
Total H.T. :	39,00
T.V.A. :	8,03
Total T.T.C. :	85,03

Facture acquittée

Déposant :

PERARD

8 RUE DU CARREFOUR
55120 - LAVOYE

Référence :

PERARD
Société à responsabilité limitée
au capital de 250 000 francs
Siège social : 8, rue du Carrefour
LAVOYE (Meuse)

NOMINATION DE LA PREMIERE GERANCE

Les soussignés :

- Mr Patrick PERARD,
- Mme Véronique PERARD,

se sont réunis à l'issue de la signature des statuts pour désigner d'un commun accord le premier gérant de la société, conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts de ladite société.

I - NOMINATION DE LA GERANCE

Les soussignés nomment en qualité de gérant de la société :

- Mr Patrick PERARD, demeurant à LAVOYE (Meuse) 2, rue du Dauphin

pour une durée illimitée.

Mr Patrick PERARD déclare accepter les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et affirme n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat.

II - POUVOIRS DE LA GERANCE

La gérance exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires, et dans les conditions prévues au titre III des statuts sociaux.

III - REMUNERATION DE LA GERANCE

En rémunération de ses fonctions, le gérant aura droit à une rémunération qui sera fixée au cours d'une prochaine délibération des associés.

Toutefois, pour les mois de novembre et décembre 1996, il a été décidé qu'aucune rémunération ne sera verser.

Il aura droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Fait à LAVOYE
L'an mil neuf cent quatre vingt seize
Et le vingt quatre octobre

Patrick PERARD

Véronique PERARD

CONTRAT DE

LOCATION GERANCE

Les soussignés :

- **Monsieur Patrick PERARD**,
demeurant à Lavoye 2 rue du Dauphin, né le 18 Mai 1957 à Bar le Duc, époux de Madame Véronique Annie LEROY, née le 13 Novembre 1956 à Brocourt en Argonne

ci-après désigné le "BAILLEUR" d'une part,

-la **SARL PERARD** dont le siège social est situé à Lavoye, 8 rue du Carrefour, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bar le Duc (enregistrement en cours)

représentée par Madame Véronique PERARD, associée mandataire

ci-après désignée le "LOCATAIRE GERANT" d'autre part,

ONT ARRETE CE QUI SUIT :

PP SP

Par les présentes, le BAILLEUR loue à titre de location gérance au LOCATAIRE GERANT qui accepte le fonds de commerce de fabrication et réparation de matériel agricole dont la désignation suit :

Ets PERARD
8 rue du Carrefour
55120 LAVOYE

DESIGNATION

Fonds artisanal exploité sous l'appellation « Ets PERARD » à l'adresse suivante : 8 rue du Carrefour à LAVOYE.
Il est immatriculé sous le n° A 344 103 189 00017 au Registre du Commerce et des Sociétés de Bar-le-Duc et sous le n° 344 103 189 RM 55, n° de gestion 00053 88 55 au Répertoire des Métiers de la Meuse.

Pour le fonds désigné ci-avant, la location gérance portera sur les éléments suivants du fonds :

- la clientèle, le nom commercial et l'achanlandage attachés

- la location des immeubles où le fonds est exploité

- le matériel et le mobilier servant à l'exploitation du fonds et figurant dans un état descriptif annexé aux présentes.

Tels que le fonds existe, sans aucune exception ni réserve, et ce, sans qu'il en soit fait une plus ample désignation, le LOCATAIRE GERANT déclarant les bien connaître.

DUREE

La présente location gérance est consentie et acceptée pour une **durée de cinq ans** renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Chaque partie aura la faculté de s'y opposer à condition d'en prévenir l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins TROIS (3) mois avant la fin de la période initiale ou de chaque période.

PP PP

ENONCIATION DU BAIL DE CHACUN DES LOCAUX

Le fonds ci-dessus désigné sera exploité dans les locaux mis à disposition par le présent contrat et détaillé ci-après :

Les locaux sont la propriété de Monsieur Patrick PERARD et ont les caractéristiques principales suivantes :

a) Désignation des locaux

Immeuble n° 1 :

Bâtiment de stockage et d'usinage + bureaux, surface totale 1 582 m2

1) Bâtiment de stockage et d'usinage, surface 1 540 m2, comprenant :
- atelier de montage
- atelier mécanique de précision
- atelier prototype
- atelier montage petit matériel
- atelier plieuse
- atelier cisaille
- stockage tôle
- atelier découpe
- stockage mat.première produit long
- stockage mat.première élaborée
- stockage pièces de rechange
- stockage produits finis non peints
- réfectoire
- sanitaires

2) Bureaux attenants et accessibles au bâtiment de stockage et d'usinage, surface 42 m2, comprenant :
- bureau n° 1
- bureau n° 2
- sanitaires
- grenier servant d'archivage

Immeuble n° 2 :

Bâtiment de stockage de produits finis, construction fin 1996, utilisable dès le 2ème trimestre 1997, surface 814 m2 comprenant :
- surface couverte : 590 m2
- auvent : 224 m2

PP CP

CHARGES ET CONDITIONS DE LA LOCATION GERANCE

La présente location gérance est consentie et acceptée sous les charges et conditions suivantes, que chacune des parties s'oblige à exécuter, savoir :

Etat des fonds

Le LOCATAIRE GERANT prendra le fonds présentement loué et ses accessoires ainsi que les locaux d'exploitation dans l'état où le tout se trouve actuellement sans pouvoir, à cet égard, exercer aucun recours contre le BAILLEUR pour quelque cause que ce soit.

Mode d'exploitation

Il devra jouir du fonds et l'exploiter lui-même, ou par ses préposés, en bon père de famille, y consacrer tout le temps nécessaire de manière à le faire prospérer ; notamment en raison de la nature spéciale et de la destination du fonds, il devra exploiter ce dernier en bon artisan de façon à lui conserver la clientèle et l'achalandage qui y sont attachés et même à les augmenter s'il est possible.

A cet effet, il devra avoir tous égards possibles envers les clients, tenir le fonds ouvert au moins cinq jours par semaine sauf le dimanche et les jours fériés, le tout conformément aux usages professionnels.

Il devra exploiter ledit fonds en se conformant aux lois et règlements administratifs. Il restera responsable de toutes contraventions ou de toutes infractions qui pourraient être constatées par quelque autorité que ce soit.

Il devra veiller à ne rien faire ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation, la diminution de rendement, la cessation d'exploitation même provisoire du fonds ou sa fermeture définitive.

Il devra satisfaire à toutes les charges de ville et de police auxquelles l'exploitation pourra donner lieu de manière que le BAILLEUR ne soit nullement inquiété ni recherché à ce sujet.

Destination du fonds

Le LOCATAIRE GERANT devra conserver au fonds loué sa destination et son genre. Il ne pourra en transférer le siège en d'autres locaux que ceux où ils sont actuellement exploités sans le consentement exprès et par écrit du BAILLEUR.

PP

Responsabilité du BAILLEUR

Le LOCATAIRE GERANT exploitera le fonds loué librement pour son compte personnel et à ses risques et périls. En conséquence, le BAILLEUR entend n'assumer aucune responsabilité relativement à cette exploitation sauf l'effet de la responsabilité solidaire prévue à l'article 8 de la loi du 20 mars 1956, et à l'article 1684-3 du C.G.I., le tout sous réserve de son recours contre l'exploitant.

Rapports avec les tiers

Le LOCATAIRE GERANT devra indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par lui ou en son nom, son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds loué seront achetées et payées par le LOCATAIRE GERANT et il en sera de même de toute somme quelconque et charge dues à raison de l'exploitation dudit fonds qui incomberont également au LOCATAIRE GERANT.

En conséquence, le LOCATAIRE GERANT s'oblige à acquitter exactement à leur échéance, toutes dettes et charges de toute nature relative à ce fonds : factures de fournisseurs, frais quelconques, rémunération du personnel, charges sociales correspondantes sans que cette énumération soit limitative, le tout de manière que le BAILLEUR ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Inversement, le LOCATAIRE GERANT ne sera pas tenu responsable des dettes et obligations quelconques résultant de l'exploitation antérieure des fonds par le BAILLEUR.

Entretien du matériel

Le LOCATAIRE GERANT entretiendra en bon état le mobilier et le matériel servant à l'exploitation du fonds ; toutes les réparations d'entretien seront à sa charge mais il ne sera pas tenu de remplacer, pour le compte du BAILLEUR, le matériel devenu inutilisable en raison d'une usure normale.

En conséquence, le matériel acquis en remplacement par le LOCATAIRE GERANT le sera pour son propre compte.

Tout autre matériel acquis par le LOCATAIRE GERANT durant la location gérance restera sa propriété.

PP SP

En aucun cas, les matériels et objets mobiliers portés dans l'inventaire, de même que ceux acquis en remplacement par le LOCATAIRE GERANT ne pourront être utilisés par lui ou par un tiers en dehors des lieux ou du secteur d'activité où s'exploite le fonds, sauf accord écrit du BAILLEUR.

Etat, occupation et entretien des biens immobiliers

Le LOCATAIRE GERANT prendra les biens immobiliers détaillés ci-dessus et inclus dans le présent bail dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans pouvoir exercer aucun recours contre le BAILLEUR pour quelque cause que ce soit.

Le LOCATAIRE GERANT exécutera en tous points les obligations relatives à l'occupation et à l'entretien de ces biens mis à la charge du preneur par les baux ci-dessus énoncés.

Le LOCATAIRE GERANT est autorisé à installer à ses frais, toute enseigne commerciale ou publicitaire relative à sa seule activité, sans provoquer à l'égard du BAILLEUR et des activités qu'il exercera concuremment dans les mêmes locaux, un effet commercial ou publicitaire négatif.

Contrats de travail en cours

Le LOCATAIRE GERANT s'engage à reprendre la totalité du personnel employé dans l'activité reprise avec leur ancienneté et leurs avantages acquis, la liste du personnel concerné figurera en annexe à la présente convention.

Cession - Sous location

Le LOCATAIRE GERANT ne pourra sous-louer les immeubles sans l'accord préalable écrit au BAILLEUR.

Correspondance

A compter de son entrée en jouissance, le LOCATAIRE GERANT aura le droit de recevoir et d'ouvrir toute la correspondance adressée aux sièges des fonds même si celle-ci est au nom du BAILLEUR. Il conservera celle relative à l'exploitation des fonds pour la période postérieure à son entrée en jouissance, mais il sera tenu de transmettre sans délai au BAILLEUR sa correspondance personnelle ainsi que les lettres, plis, relevés ou factures et en général, toutes les pièces se référant à des opérations antérieures au commencement de l'exploitation.

PP SP

VISITE DES LIEUX

Le BAILLEUR aura, à tout moment, le droit de visiter ou de faire visiter par toute personne de son choix, les locaux, le matériel et les installations servant à l'exploitation des fonds. Il fera part au LOCATAIRE GERANT des défauts d'entretien ou autres, auxquels ce dernier sera tenu de remédier.

ASSURANCES

Le BAILLEUR continuera à assurer les locaux et leurs annexes mis à disposition du LOCATAIRE GERANT, contre les risques d'incendie, de dégâts des eaux et en général, contre tous risques de dommages courus par l'ensemble de ces locaux y compris la partie de ces locaux occupée par le LOCATAIRE GERANT.

Le LOCATAIRE GERANT devra s'assurer de son propre chef contre les risques liés directement et indirectement à l'exercice de son activité, tels que la responsabilité civile, les pertes d'exploitation.

IMPOTS ET CONTRIBUTIONS

Le LOCATAIRE GERANT acquittera à compter de son entrée en jouissance et en sus de la redevance ci-après stipulée, les impôts, contributions, taxes de toute nature, et autres charges auxquelles est et pourra être assujetti le fonds présentement loué même si ces frais, impôts ou contributions sont établis au nom du BAILLEUR ; notamment, et dans le cas où le BAILLEUR ne pourrait obtenir un dégrèvement en ce qui concerne la taxe professionnelle, le LOCATAIRE GERANT remboursera audit BAILLEUR la quote part de cette taxe afférente à la période postérieure à son entrée en jouissance et calculée prorata temporis. Il sera fait application des mêmes principes en fin de location gérance ou lors de ses renouvellements.

CESSION DES FONDS

Pour le cas où il viendrait à céder le fonds loué au cours du présent contrat, le BAILLEUR s'engage à prévenir le LOCATAIRE GERANT et à imposer à son acquéreur la continuation dudit contrat, de manière qu'en aucun cas, le droit du LOCATAIRE GERANT à se maintenir dans les locaux en dépit de la cession, ne puisse être contesté par l'acquéreur.

PP VP

MARCHANDISES

Les marchandises et matières premières garnissant les lieux loués le 1er Novembre 1996 seront cédées au LOCATAIRE GERANT à leurs prix d'achat TTC après inventaire contradictoire des parties soussignées.

REDEVANCE

La présente location gérance est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle variable en fonction de la vétusté du matériel, agencement, matériel de transport et du matériel et mobilier de bureau et définie ci-après :

Cette redevance s'applique pour les périodes ci-dessous, à savoir :

1) du 1er Novembre 96 au 31 Octobre 98

- aux éléments corporels et incorporels pour une valeur globale annuelle de **252 000 F** se décomposant ainsi :

. 6 000 F pour l'immeuble n° 1
. 4 000 F pour l'immeuble n° 2
. 6 000 F pour la totalité du matériel d'exploitation, des agencements divers, matériel de transport et du matériel et mobilier de bureau
. 5 000 F pour le fonds de commerce

2) du 1er Novembre 98 au 31 Octobre 2000

- aux éléments corporels et incorporels pour une valeur globale annuelle de **222 000 F** se décomposant ainsi :

. 6 000 F pour l'immeuble n° 1
. 4 000 F pour l'immeuble n° 2
. 3 500 F pour la totalité du matériel d'exploitation, des agencements divers, matériel de transport et du matériel et mobilier de bureau
. 5 000 F pour le fonds de commerce

PP PP

3) <u>à compter du 1er Novembre 2000</u>

- aux éléments corporels et incorporels pour une valeur globale annuelle de **204 000 F** se décomposant ainsi :

. 6 000 F pour l'immeuble n° 1
. 4 000 F pour l'immeuble n° 2
. 2 000 F pour la totalité du matériel d'exploitation, des agencements divers, matériel de transport et du matériel et mobilier de bureau
. 5 000 F pour le fonds de commerce

- A ces valeurs définies hors taxes, s'ajoutera la T.V.A. conformément aux dispositions légales.

La redevance sera payable mensuellement à terme échu.

La redevance ne couvre pas les charges d'utilisation des locaux que le LOCATAIRE GERANT s'engage à acquitter directement aux lieux et place du bailleur.

Il est expressément convenu qu'en cas de non-paiement à leurs échéances exactes, les redevances produiront de plein droit intérêts au taux de 12 % l'an, plus T.V.A., à compter du jour où elles seront dues, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure et sans que la présente clause puisse autoriser le LOCATAIRE GERANT à différer le paiement exact de celles-ci. Ces intérêts seront payables en même temps que le principal.

EXPERTISE

Dans tous les cas où le recours à un expert s'avèrera nécessaire, celui-ci sera désigné d'un commun accord entre les parties et à défaut, par le Président du Tribunal de Commerce du lieu d'exploitation des fonds, saisi par la partie la plus diligente.

CLAUSE RESOLUTOIRE

Toutes les clauses de la présente location gérance sont de rigueur ; chacune d'elles est condition déterminante du présent contrat sans laquelle les parties n'auraient pas contracté.

PP VP

A défaut par le LOCATAIRE GERANT d'exécuter une seule de ces conditions, et notamment de payer la redevance aux échéances convenues, la présente location gérance sera résiliée de plein droit si bon semble au BAILLEUR et sans qu'il soit nécessaire d'entreprendre aucune formalité judiciaire un mois après un simple commandement de payer ou sommation d'exécuter resté sans effet et contenant déclaration par le BAILLEUR de son intention de se prévaloir du bénéfice de la présente clause, le tout sous réserve des dispositions de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 ; le BAILLEUR pourra toujours, malgré cette résiliation, demander le paiement de tous dommages-intérêts.

La présente location gérance sera encore résiliée de plein droit et si bon semble au BAILLEUR au cas où une décision administrative ou judiciaire ordonnerait la fermeture du fonds.

REGISTRE DU COMMERCE - FORMALITES

Les parties rempliront les formalités de déclaration au Registre du Commerce et des Sociétés ; elles feront, conformément au décret 86-465 du 14 mars 1986, publier dans le délai de quinze jours, le présent contrat sous forme d'extrait ou d'avis dans un journal d'annonces légales du ressort du fonds donné en location ; si lors ou par suite de l'accomplissement de cette formalité, il se révèle des dettes et charges du BAILLEUR et qu'elles soient déclarées immédiatement exigibles, ce dernier sera tenu d'en effectuer le paiement de manière que le LOCATAIRE GERANT ne puisse être troublé dans sa jouissance et ce, à peine de tous dommages-intérêts.

La fin de la location gérance donnera lieu aux mêmes mesures de publicité.

DECLARATIONS DU BAILLEUR

Le BAILLEUR déclare :

- qu'il n'a encouru aucune des condamnations ou déchéances prévues par l'article 1er. de la Loi du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et plus généralement qu'il n'est sous l'empire d'aucune mesure restreignant son pouvoir de donner ledit fonds en gérance libre ;

- qu'il remplit les conditions posées par l'Article 4 de la Loi du 20 mars 1956.

Il déclare en outre que le fonds présentement donné en location gérance n'est grevé d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement.

PP PP

TITRES - LIVRES DE COMPTABILITE

Le LOCATAIRE GERANT reconnaît avoir pris connaissance des livres de comptabilité relatifs à l'exploitation dudit fonds.

DECLARATION FISCALE

Pour l'application des dispositions combinées des Articles 257 et 740-I du C.G.I., les parties précisent que la location des fonds de commerce, faisant l'objet des présentes, entre dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée et se trouve en contrepartie exonérée de tout droit proportionnel d'enregistrement.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par le LOCATAIRE GERANT qui s'y oblige.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le BAILLEUR : M. Patrick PERARD, 2 rue du Dauphin 55120 LAVOYE

- le LOCATAIRE GERANT : SARL PERARD, 8 rue du Carrefour 55120 LAVOYE représentée par Mme Véronique PERARD, associée mandataire de la SARL

Fait en cinq exemplaires,
dont un pour l'enregistrement,

à Verdun
le 25 Octobre 1996

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A BAR-LE-DUC (R.D.)
Le 6 NOV. 1996
Bord. n° b89/8 Vol 508
Reçu : Neuf cent trente
cinq francs
Enregistrement = Gratis (Loyer soumis à la TVA)
Timbre = 17F x 11 x 5 = 935,00 F
PAR DUPLICATA

PERARD
Société à responsabilité limitée
au capital de 250 000 francs
Siège social : 8, rue du Carrefour
LAVOYE (Meuse)

S T A T U T S

Les soussignés :

- **Mr Patrick PERARD**,
  né le 18 mai 1957 à BAR LE DUC
  demeurant à LAVOYE (Meuse) 2, rue du Dauphin

marié sous le régime de la communauté

- **Mme Véronique PERARD**,
  née le 13 novembre 1956 à BROCOURT EN ARGONNE
  demeurant à LAVOYE (Meuse) 2, rue du Dauphin

mariée sous le régime de la communauté

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux :

P P.

PERARD
Société à responsabilité limitée
au capital de 250 000 francs
Siège social : 8, rue du Carrefour
LAVOYE (Meuse)

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE EXERCICE - GERANCE

Article 1er - FORME

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966 (appelée aux présentes "la loi"), par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

Fabrication, construction de machines agricoles. Travaux de ferronnerie. Ventes de matériels agricoles neufs et d'occasions, et des pièces détachées.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

PERARD

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LAVOYE (Meuse) 8, rue du Carrefour

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

P. P.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er NOVEMBRE et se termine le 31 OCTOBRE de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 OCTOBRE 1997.

Article 7 - GERANCE

Le ou les premiers gérants seront nommés par décision des associés aussitôt après la signature des présents statuts. Le ou les gérants subséquents seront nommés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 8 - APPORTS

1 - Dispositions de l'article 1832-2 du code civil

Mr Patrick PERARD et sa conjointe Mme Véronique LEROY,
mariés sous le régime de la communauté de biens et apporteurs de deniers dépendant de leur communauté, se donnent mutuellement acte de l'avertissement prévu par l'article 1832-2 du code civil, la qualité d'associé étant reconnue à chacun des époux.

2 - Montant et modalités des apports

Les soussignés font apport à la société, savoir :

- Mr Patrick PERARD,	
la somme de.....	125 000 francs
- Mme Véronique PERARD,	
la somme de.....	125 000 francs
Montant total des apports.....	250 000 francs

Laquelle somme de deux cent cinquante mille francs a été déposée sur le compte n° 015731EB43V ouvert à la Banque S.N.V.B. 63, rue Mazel, agence de VERDUN au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Article 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante mille (250 000) francs.

Il est divisé en deux mille cinq cents (2 500) parts de cent (100) francs chacune, numérotées de 1 à 2 500, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- Mr Patrick PERARD, à concurrence de mille deux cent cinquante	1 250 parts
- Mme Véronique PERARD, à concurrence de mille deux cent cinquante	1 250 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social : deux mille cinq cents parts	2 500 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscriptions en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

P. P.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions prévues par l'article 12 des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction

P. P.

ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extra-judiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

P. P.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

3 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du

P. P.

montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portant intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 35 de la loi, relatives à la réduction du capital en-dessous du minimul légal seront suivies.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec demande d'avis de réception lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit et conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit et conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers, ayants droit et conjoint survivant dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

P.P.

Si les héritiers ou ayants droit et conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Article 14 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

P. P.

4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

Les droits d'information des associés sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 25 ci-après des présents statuts.

Article 15 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

- GERANCE -

Article 16 - POUVOIRS DE LA GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 17 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3 - Nomination d'un nouveau gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonctions, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 18 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat

préjudiciables à la société.

5 - Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 20 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 54 de la loi.

TITRE IV

- DECISIONS COLLECTIVES -

Article 21 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 22 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 22 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée, comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 25 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - <u>Ordre du jour</u>

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telles sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - <u>Participation aux décisions et nombre de voix</u>

Tout associé à le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - <u>Représentation</u>

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, sauf si la société ne comprend que deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule

assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 23 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 24 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés, avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

P. P.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 25 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité

P. P.

d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

- CONTROLE DE LA SOCIETE -

Article 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les réglements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination de commissaires aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 27 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les évènements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

Article 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte report à nouveau débiteur, constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme quelle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 29 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective

extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre former ; à défaut, elle est dissoute.

Article 30 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 32 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les associés soussignés donnent mandat exprès à Mme Véronique PERARD, de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants :

- Signature du contrat de location-gérance entre la S.A.R.L PERARD, et Monsieur Patrick PERARD, qui prendra effet à compter du 1er Novembre 1996.

L'objet de ce contrat sera la prise en location du fonds de Commerce de Monsieur Patrick PERARD, à savoir l'activité de constructions et réparations de machines agricoles. Ce contrat prendra en compte :

- La location du fonds de commerce,
- La location de tout le matériel d'exploitation
- La location des immeubles.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

P. P.

Article 33 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait à LAVOYE,
l'an mil neuf cent quatre vingt seize,
et le 24 octobre,

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Patrick PERARD

Véronique PERARD

Enregistré à BAR-LE-DUC (R.D.)

le 21 NOV. 1996

Bordereau n° 489 / 7 Vol. 508

Reçu cinq cents francs

PAR DUPLICATA
DROIT FIXE

G. GUILLON
Fondé de Pouvoir